

Le travail de l'équipe des Nations Unies à Djibouti découle d'un engagement approfondi avec le gouvernement et vise à soutenir les priorités convenues et alignées sur la vision générale inscrite dans la Vision Djibouti 2035 du gouvernement et son plan d'action quinquennal et d'autres priorités telles que la réponse humanitaire. Le plan quinquennal stratégique de l'UNCT, l'UNDAF, a clôturé son cycle précédent en 2017. Au cours de la même période, des consultations approfondies, menées conjointement par le coordonnateur résident des Nations Unies et le ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale, ont eu lieu. Des entités gouvernementales et des partenaires de développement se sont réunis pour faire le point sur la situation et élaborer le nouveau UNDAF couvrant la période 2018-22, qui a été signé en octobre 2017. Le document comprend non seulement les priorités de développement stratégique sur lesquelles l'ONU se concentrera, mais aussi des aspects humanitaires et des questions plus larges telles que «les personnes en mouvement» pour assurer la cohérence du travail des Nations Unies dans le pays, ainsi que l'effort mondial pour «briser les cloisons», comme promis par le Secrétaire général des Nations Unies.

SENSIBILISATION DES DONATEURS ET MOBILISATION DES RESSOURCES—L'équipe des Nations Unies à Djibouti a déployé des efforts considérables pour obtenir un financement adéquat pour permettre la mise en œuvre efficace du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement de Djibouti et d'autres grandes initiatives complémentaires telles que la procédure d'appel humanitaire. Dans le cadre de ces efforts, l'équipe des Nations Unies à Djibouti a engagé et consulté des donateurs sur des questions humanitaires et de développement importantes relevant de leurs intérêts et thèmes respectifs couverts par le PNUAD. L'équipe du pays des Nations Unies a présenté pour la première fois en 2017 le nouveau cadre de développement stratégique des Nations Unies 2018/2022 à un large éventail de donateurs locaux et régionaux lors d'une réunion réunissant les plus importants bailleurs de fonds (États-Unis, États arabes, UE, France,

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Chine). Cuba, Allemagne, Norvège et Suède (Ambassades d'Addis-Abeba, Turquie,...) à Djibouti. La réunion visait à consulter des partenaires financiers et techniques et à rechercher des partenariats financiers potentiels dans des domaines d'intérêt commun pour le financement. Cependant, les efforts déployés par l'équipe du pays des Nations Unies pour mobiliser des ressources se sont heurtés à de nombreuses contraintes objectives, avec les efforts conjoints du nombre limité de partenaires techniques et financiers présents dans le pays et l'orientation de leurs priorités, dimension essentiellement axée sur la lutte contre le terrorisme et la piraterie dans l'océan Indien. En outre, l'approche de coopération bilatérale semble être pour les donateurs le moyen le plus privilégié de soutenir le pays plutôt que l'assistance multilatérale.

SOUTIEN AUX DROITS DE L'HOMME ET À L'AVANCEMENT DU GENRE—En vue d'assurer la promotion de l'agenda des droits de l'homme et des principes fondamentaux des droits de l'homme, y compris la reali-

Plusieurs organisations onusiennes «résidentes» et «non résidentes» sont présentes à Djibouti et participent à des programmes humanitaires et de développement dans le pays et apportent un soutien aux opérations humanitaires dans la région. L'équipe de pays des Nations Unies (UNCT) à Djibouti, dirigée par le Coordonnateur résident des Nations Unies, est composée de 12 agences, fonds et programmes, à savoir FAO, OIM, ONUSIDA, PNUD, UNESCO, FNUAP, HCR, UNICEF, OMS et met en œuvre leurs mandats et programmes respectifs. En outre, le FIDA, l'OIT, l'OMI, le HCDH, l'ONUDI, l'ONUDC et l'OMC mènent également des activités et effectuent périodiquement des missions dans le pays. Le Bureau des coordinateurs résidents des Nations Unies a également facilité plusieurs missions de haut niveau dans le pays, en collaboration avec le gouvernement et d'autres entités des Nations Unies.



sation des engagements du gouvernement de Djibouti, l'UNCT a engagé une série de discussions et de réunions tout au long de l'année avec le Département des affaires politiques des Nations Unies et le Haut Commissariat aux droits de l'homme concernant le statut des droits de l'homme à Djibouti. En outre, afin de garantir un rapport approprié et à la pointe de la technologie de Djibouti aux organes de traités, l'équipe du pays des Nations Unies a mené à bien et élaboré un rapport de contribution conjoint au processus de l'Examen périodique universel 2018. L'équipe des Nations Unies à Djibouti a également soutenu les efforts déployés par le gouvernement pour produire ses propres documents de rapport à l'EPU et aux organes de traités. L'équipe pays des Nations Unies a également intégré avec succès les principes de parité dans ses cycles de programmation en appliquant l'approche fondée sur les droits de l'homme pour veiller à ce que tous les programmes des Nations Unies au niveau des pays incluent et traitent des interventions spécifiques aux DH et au genre.

Au début de l'année 2016, Djibouti fait face à une nouvelle vague d'immigration provenant d'Éthiopie et de la Somalie, cette dernière ayant fui l'impact du phénomène El Nino, exerce une pression supplémentaire sur les ressources déjà rares du pays. Afin d'atténuer les effets néfastes de cette situation humanitaire, l'équipe pays des Nations Unies a réussi à mobiliser des ressources du Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies dans le cadre du mécanisme d'urgence jusqu'à 2 millions de dollars pour permettre aux agences des Nations Unies impliqués de répondre immédiatement aux besoins actuels et sauver la vie des populations touchées. Le financement rapide du CERF mis en place jusqu'au début de 2017 a contribué à atténuer la crise et a considérablement empêché une nouvelle détérioration de la situation.

VISIBILITÉ RÉGIONALE ET INTERNATIONALE DE DJIBOUTI-

L'ONU à Djibouti souhaitant soutenir la présence et le rôle prépondérant du pays dans la région et s'assurer que Djibouti soit une préoccupation majeure des Nations Unies, a facilité et soutenu le dialogue politique de haut niveau entre UN DPA et l'IGAD. Ce faisant, l'équipe pays des Nations Unies a également facilité et fourni une assistance efficace à la mission de haut niveau du siège des Nations Unies à Djibouti pour les missions spéciales (missions somalienne, yéménite et sud-soudanaise). L'équipe pays des Nations Unies s'est engagée à prendre en compte les besoins humanitaires de Djibouti et a pris en charge les nombreuses missions du Coordonnateur des secours d'urgence, le Secrétaire général des Nations Unies, Stephen O'Brien et notamment les directeurs exécutifs y compris le président de la République, le premier ministre et le ministre des affaires étrangères.

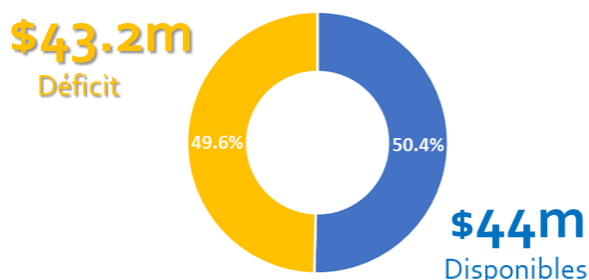
SOUTIEN À L'EFFICACITÉ À ET L'EFFICIENCE DE L'AIDE

- À la suite du plaidoyer et de la sensibilisation continus du Gouvernement de Djibouti par l'équipe pays en vue de renforcer la cohérence, l'efficacité et l'efficacité de la gestion de l'aide au niveau national, l'équipe pays a fourni un appui technique et financier important au premier mécanisme global et inclusif de coordination de l'aide nationale co-dirigé par les ministères des finances et des affaires étrangères, ainsi que la plateforme de données sur les programmes et projets nouvellement établies.

MISE EN OEUVRE DE PROGRAMMES CONJOINTS ET COMMUNS-

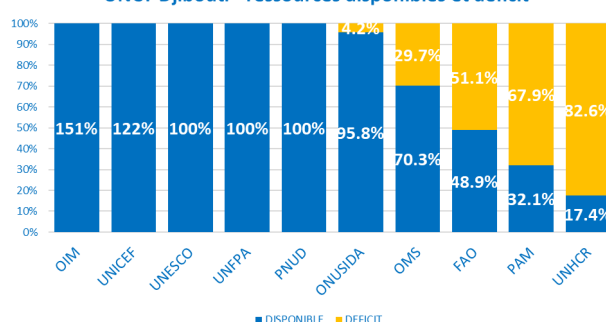
Dans le but d'intensifier la réalisation de résultats plus importants et de mieux servir les objectifs de développement du pays, l'équipe pays des Nations Unies s'est engagée collectivement à mieux coordonner ses activités opérationnelles en interne et à les aligner plus efficacement sur les priorités et les

UNCT 2017 - RESSOURCES



En 2017, l'ONU a reçu environ 50% des 87,2 millions USD nécessaires pour mener à bien les activités prioritaires. Cela a eu un impact sur la fourniture de l'assistance, en particulier dans les secteurs de la sécurité alimentaire et de l'assistance aux réfugiés. Le taux de mise en œuvre du financement reçu à travers les Nations Unies en 2017 représente environ 92,8% du total. Le secteur le moins performant, d'une agence à l'autre, concerne l'assistance sanitaire.

UNCT Djibouti - ressources disponibles et déficit



plans nationaux visant à apporter une contribution plus importante en renforçant la cohérence, la pertinence, l'efficacité, l'efficience et la responsabilité du système des Nations Unies pour le développement. Par la suite, en 2017, l'équipe pays des Nations Unies a collaboré avec succès aux niveaux technique et financier dans des domaines d'intérêt commun allant du soutien aux interventions multisectorielles aux réfugiés yéménites, en particulier au camp de Markazi (Obock) et la lutte contre les pratiques traditionnelles préjudiciables telles que les mutilations génitales féminines.

RÉPONSE À LA CRISE DU YÉMEN- Depuis la toute première crise du Yémen, où l'escalade du conflit a exacerbé la crise humanitaire préexistante au Yémen, l'équipe de pays a apporté un soutien immédiat aux efforts de l'ONU au Yémen en accueillant diverses missions (humanitaires, politiques, relèvement rapide). La crise au Yémen a encore des effets négatifs sur les activités de l'équipe pays des Nations Unies, avec un

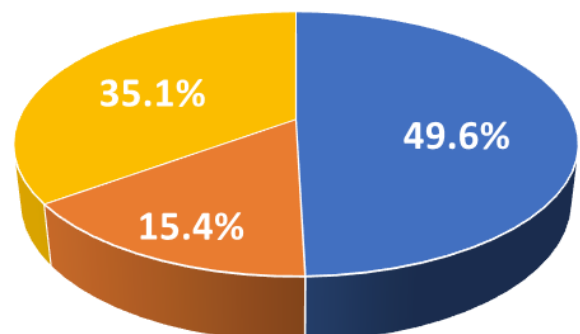
soutien logistique et technique supplémentaire nécessaire pour fournir des programmes humanitaires aux bénéficiaires. Les limitations de capacité dans certaines régions du pays (par exemple la zone septentrionale d'Obock) ont également un impact sur les interventions de l'équipe pays des Nations Unies dans ces zones. Dans le même ordre d'idées, l'équipe de pays s'est efforcée en 2017 de mettre en œuvre collectivement les objectifs du cadre global de réponse aux réfugiés en appuyant le gouvernement dans la mise en œuvre des engagements nationaux après l'approbation de la Déclaration de New York en 2016 par le Président de la République.

Pour informations additionnelles
contacter:
Harbi Omar Chirdon
Coordination Specialist
Harbi.omar@one.un.org

DONATEURS UNCT 2017

En 2017, onze grands donateurs «traditionnels» ont généreusement contribué aux efforts de l'équipe pays des Nations Unies à Djibouti, fournissant environ 50% (soit 22 millions USD) du financement reçu par les agences. Environ 35% (soit 15,5 millions) des ressources reçues au cours de l'année ont été collectées grâce aux fonds «thématiques» ou «verticaux» auxquels de nombreux États membres et du secteur privé contribuent également et qui sont gérés par différents organismes des Nations Unies. Enfin, les QG des agences des Nations Unies ont également utilisé un fonds interne (6,7 millions d'euros) pour assurer la poursuite des activités dans le pays.

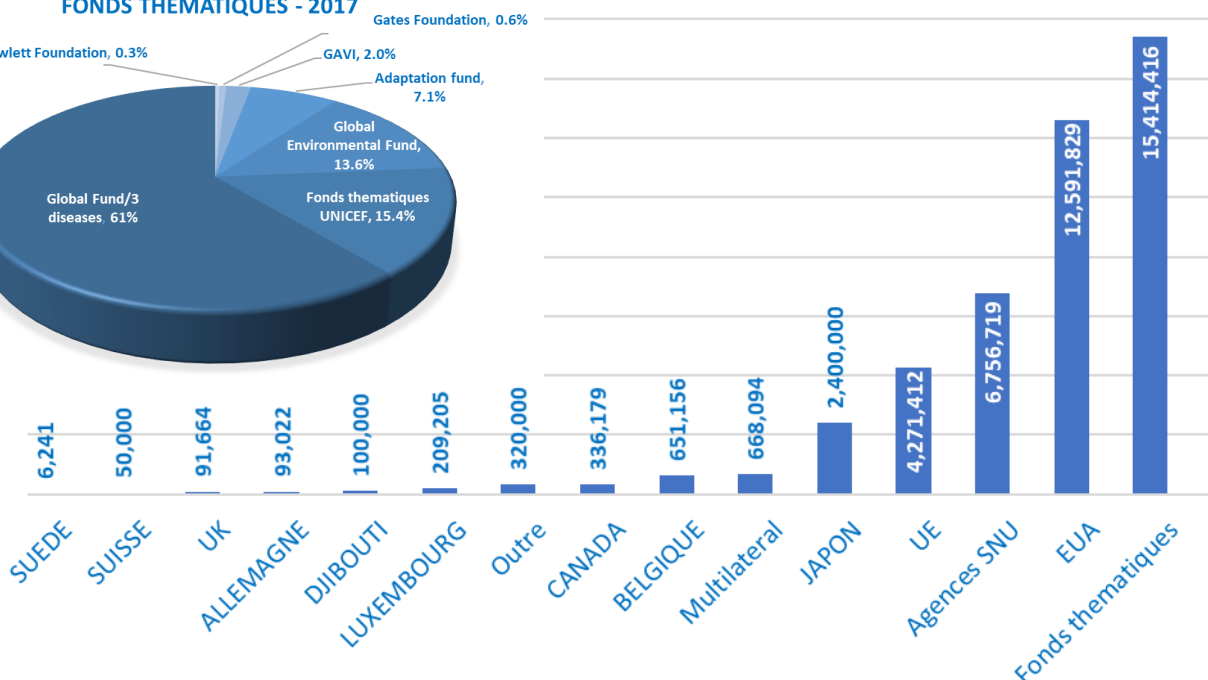
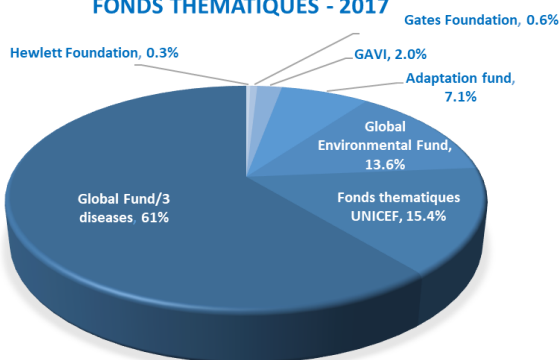
2017—Fonds UNCT par type de source



■ Bailleurs traditionnels ■ Ressources ■ Fonds thématiques



FONDS THEMATIQUES - 2017



PNUAD/UNDAF 2018-22

Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) 2018-22 a été élaboré dans le cadre d'un processus participatif et repose sur les enseignements tirés du PNUAD 2013-2017 et les recommandations du bilan commun de pays (CCA-2016). Le plan est aligné sur les priorités de développement nationales, y compris la SCAPE 2015-19 et les ODD. C'est une réponse commune fondée sur les droits du Gouvernement de Djibouti, des Nations Unies et des partenaires du développement visant à améliorer les conditions de vie de tous ceux qui vivent dans le pays et des plus vulnérables en particulier. Il englobe également l'assistance offerte à l'État pour qu'il puisse remplir son rôle de responsable. Les priorités du PNUAD 2018-22 et les résultats attendus ont été définis

lors de la retraite de priorisation (janvier 2017) organisée sous l'égide du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale (MoFAIC). Le PNUAD repose sur le principe de "ne laisser personne de côté", la durabilité, l'inclusion et la résilience, telles que définies dans l'Agenda 2030, les objectifs de développement durable et le cadre des droits de l'homme des Nations Unies. L'objectif principal des résultats du PNUAD est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des plus vulnérables, en particulier de ceux qui vivent dans les régions les plus défavorisées. Les objectifs, cibles et indicateurs sont étroitement alignés sur des instruments spécifiques relatifs aux droits de l'homme. Les résultats du PNUAD porteront sur des questions transversales telles que la pro-

motion de l'égalité des sexes, telles qu'elles sont définies dans la politique nationale en matière de genre.

Les différents résultats sont complémentaires, d'une part ils se concentrent sur la réalisation des droits des plus vulnérables et, d'autre part, ils se renforcent mutuellement et contribuent à des domaines clés tels que la résilience, l'employabilité, l'accès aux services sociaux de base et l'amélioration des conditions de vie. La protection de groupes tels que les migrants et les réfugiés est également pleinement assurée par la perspective de la résilience et les interventions favorisant l'intégration, la durabilité et l'amélioration de la capacité de ces groupes et de leurs hôtes à résister à d'éventuels chocs futurs.



PS1 CROISSANCE ECONOMIQUE INCLUSIVE ET DURABLE ET REDUCTION DE LA PAUVRETE

Effet 1 : OPPORTUNITES D'EMPLOI - Les populations les plus vulnérables disposent d'un accès équitable aux opportunités d'emploi



PS2 RENFORCEMENT DE SERVICES SOCIAUX ET DEVELOPPEMENT HUMAIN INCLUSIF

Effet 2 : ÉDUCATION, FORMATION ET EMPLOYABILITÉ - D'ici 2022, Djibouti dispose d'un système éducatif qui équipe les populations cibles (particulièrement les filles et les femmes) avec les outils, compétences et connaissances techniques adaptés au marché du travail et au besoin de développement économique et social du pays en lien avec le nouvel agenda 'Éducation 2030'.

Effet 3 : SANTÉ, NUTRITION, EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT - L'accès aux services sociaux de base des populations et des groupes les plus vulnérables en particulier sont améliorées.

Effet 4 : PROTECTION DES GROUPES VULNÉRABLES - Les institutions publiques en charge de la protection sont renforcées et développent des politiques de protection juridique et d'assistance en faveur des populations vulnérables.

Effet 5 : PROTECTION SOCIALE - Les populations les plus vulnérables accèdent à un système de protection sociale inclusive.



PS3 RENFORCEMENT DE L'ENVIRONNEMENT ET DES INSTITUTIONS DE LA BONNE GOUVERNANCE

Effet 6 : BONNE GOUVERNANCE - Les institutions et acteurs nationaux et locaux de la bonne gouvernance assurent la gestion efficace, efficiente et transparente des ressources publiques pour le développement inclusif et équitable



PS4 RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE ET PROMOTION DU DEVELOPPEMENT REGIONAL EQUITABLE

Effet 7 : RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS - Les moyens de subsistance des communautés rurales et périurbaines pauvres sont améliorés pour renforcer leur résilience face aux risques climatiques, aux chocs et à l'insécurité alimentaire.

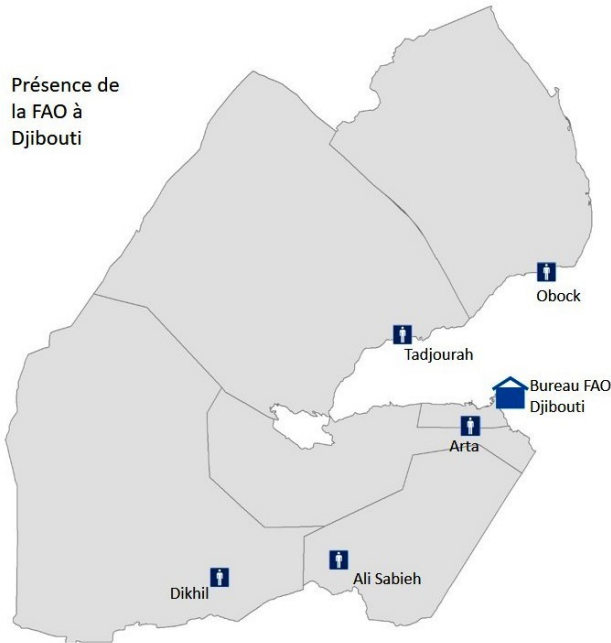
Effet 8 : DÉVELOPPEMENT DURABLE DES RÉGIONS - Les conditions de vie des populations les plus pauvres sont améliorées pour une meilleure gestion et protection des ressources naturelles et des écosystèmes





L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est l'Agence spécialisée des Nations Unies qui mène les efforts internationaux vers l'élimination de la faim. Son objectif est d'atteindre la sécurité alimentaire pour tous et d'assurer un accès régulier et suffisant à une nourriture de bonne qualité permettant à tous, de mener une vie saine et active.

Présence de la FAO à Djibouti



120 000 m³ de capacité sur 4 retenues d'eau de surface

3 seuils pour la gestion de l'érosion et soutenir la recharge des nappes phréatiques

3 forages (240m de profondeur)

12 citernes enterrées

70 agents d'élevage et de santé animale formés

27 275 têtes d'animaux soignés

18 615 bénéficiaires de Sécurisation des Systèmes Pastoraux

34 chèvres et **11** boucs de race alpine kenyane distribués

PARTENAIRES: Le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Élevage et des Ressources Halieutiques

QUELQUES RÉALISATIONS EN 2017 & PRIORITÉS 2018

L'assistance de la FAO à Djibouti est façonnée par le Cadre de Programmation par Pays (CPP) 2013-2017, qui s'articule autour de trois domaines prioritaires:

1. Sécurité alimentaire, nutrition et résilience, y compris la réduction et la gestion des risques liés aux catastrophes afin de s'assurer que la population djiboutienne ait les moyens de faire face aux chocs, tels que la sécheresse et des phénomènes liés au changement climatique.
2. Amélioration de la production et de la productivité dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des pêches, en se concentrant sur les chaînes de valeur
3. Gestion durable et responsable des

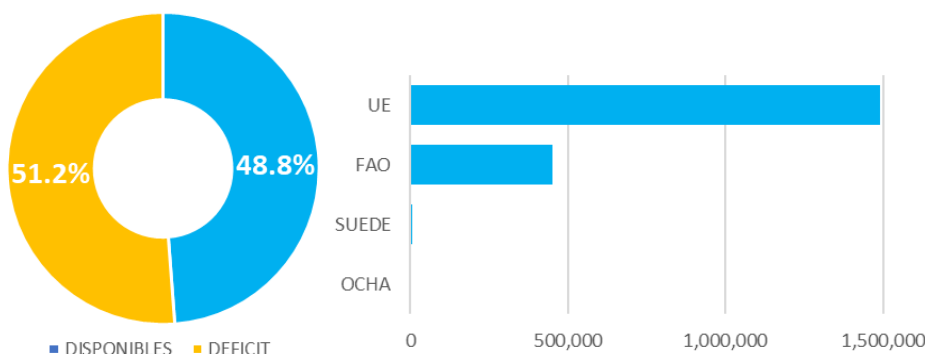
ressources naturelles productives, notamment la gestion intégrée de l'eau dans les activités agricoles et animales ainsi que la gestion durable des forêts et des pêches

Pour l'année 2018, la FAODJ a débuté son nouveau programme de Renforcement de la Productivité des Productions Végétales et Animales en République de Djibouti prévu jusqu'en 2022 avec une enveloppe totale de EUR 6,6 millions (90% EU et 10% FAO) . Ce projet s'inscrit dans le Programme Indicatif National de Djibouti du 11ème FED 2014-2020, notamment dans le domaine de concentration du secteur de la sécurité alimentaire et du changement climatique. En particulier ce projet s'inscrit dans le projet « Appui à la résilience des populations rurales ».

Le projet devrait à terme contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales des régions de l'intérieur du pays tout en améliorant leur sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'objectif général est d'accroître durablement la résilience des populations rurales, notamment celles agropastorales vulnérables, aux changements climatiques et à la sécheresse.

Sont également prévu en 2018: La mise à l'échelle de la production et commercialisation des palourdes , Le projet d'assistance pour la gouvernance de la sécurité alimentaire parmi une « assistance au Parlement et au MAEPE-RH pour la formulation de la loi de Sécurité alimentaire et nutritionnelle ».

\$4 million nécessaires en 2017, 49% disponibles



For more information contact:

Mr Idriss Ali Houmed
Communication Assistant

Idriss.AliHoumed@fao.org





268 Réfugiés
reinstallés

23 808
migrants recensés

459 enfants
migrant assistés

1 696 migrants
bénéficiaires de re-
tour volontaire

746 migrants
évacués du Yémen

2 263 NFI
distribués

1 100
Assistance médicale
aux migrants

2 263
Interventions de
protection

L'OIM Djibouti déploie son action dans les domaines suivants :

- Aide à la réinstallation des réfugiés;
- Renforcement des capacités dans la gestion de la migration et de l'immigration aux frontières;
- Coopération et dialogues régionaux sur la migration
- Assistance et protection des migrants ;
- Aide au retour volontaire et à la réintégration ;
- La migration de travail et la mobilisation de la Diaspora;
- Lutte contre la traite des êtres humains ;
- Migration et santé.

Six points stratégiques de suivi des flux migratoires ont été mis en place dans le cadre du programme DTM en 2017. Djibouti a toujours été un pays de transit important pour les migrants de la Corne de l'Afrique souhaitant rejoindre le Yémen et les pays du Golfe, et ce malgré le début du conflit au Yémen en 2015. Des milliers de migrants traversent chaque mois le pays. Djibouti est également un pays de destination pour les migrants majoritairement éthiopiens et somaliens, qui fuient la pauvreté, l'insécurité et les persécutions.

REALISATIONS 2017 & PRIORITES 2018

RENFORCER L'ACCÈS À LA SANTÉ POUR LES MIGRANTS— Les Patrouilles mobiles de santé pour migrant permet un meilleur accès à la santé pour les migrants les plus vulnérables le long de la route migratoire. Ces patrouilles financées par l'Union européenne, BMZ en collaboration avec la GiZ et Expertise France ont été lancés en 2017 et se renforcent avec plus de services médicaux en 2018.

LA MIGRATION COMME OUTIL DE DEVELOPPEMENT —Le premier dialogue avec la Diaspora djiboutienne a été organisé avec les autorités pour favoriser la contribution active de cette dernière au développement

socio-économique du pays d'origine et ceci à travers le transfert des compétences, connaissances, de fonds etc. L'objectif est de développer une stratégie nationale sur la Diaspora ainsi que des initiatives pilotes en 2018.

MIEUX COMPRENDRE LES FLUX MIGRATOIRES—Le DTM lancé en mai 2017 avec la Direction de l'Immigration a permis de générer pour la première fois à Djibouti des données sur les flux de migration de transit. Les rapports mensuels des points sont disponibles sur www.globaldtm.info/en/djibouti/

COMBATTRE LE TRAFIC ILLICITE DE PERSONNES ET LES NAUFRAGES EN MER—Un poste des Gardes Cotes

djiboutienne a été inauguré en 2017 financé par les Etats Unis. Il permet à la garde côtière nationale de surveiller les flux migratoires avec le Yémen dans la région de Khor Angar et d'assister les rescapes de la mer plus efficacement. Ceci constitue la première présence des Gardes Cotes en dehors de Djibouti; le projet se poursuivra en 2018.

ASSISTANCE AU RETOUR VOLONTAIRE DES MIGRANTS EN DETRESSE—L'OIM Djibouti a assisté 1 122 migrants hommes et 115 femmes, 419 garçons et 40 filles en 2017 dans le MRC d'Obock. Les chiffres incluent également des migrants évacués du Yémen.



The Global Compact for Migration



Global Compact
FOR Migration

La migration internationale, si gérée de manière appropriée, peut contribuer à la croissance et prospérité des pays d'origine et de destination et bénéficier aux migrants eux mêmes



GLOBAL COMPACT— Le 19 septembre 2016, les Nations Unies ont adopté la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, au titre de laquelle les Etats membres se sont engagés à élaborer un pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. L'OIM estime que ce processus offre à la communauté internationale une occasion rare d'apporter une contribution déterminante à la gouvernance mondiale des migrations. Le pacte mondial, tel que l'envisage l'OIM, permettra de renforcer la coordination sur les questions multidimensionnelles de la migration internationale et servira de cadre global de coopération internationale dans le domaine de la migration et de la mobilité humaine.

L'OIM a soutenu le gouvernement de Djibouti dans sa consultation sur le Pacte mondial pour les migrations, qui sera adopté en décembre 2018.

STRATEGIE PAYS OIM 2017-2020

Afin de renforcer son impact sur le terrain et apporter des réponses aux grands défis que pose la migration, l'OIM Djibouti a élaboré une stratégie pays 2017 – 2020 dont les axes principaux seront guidés par les trois principes du cadre de gouvernance des migrations ainsi que

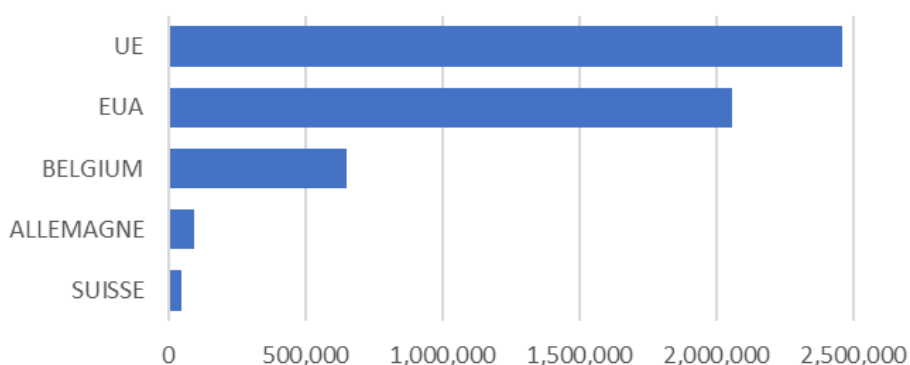
les objectifs de développement durable (ODD). Aussi, quatre axes ont été identifiés pour appuyer cette stratégie. Il s'agit de la contribution à la réalisation d'une croissance socioéconomique et du bien-être de la société ; La contribution à adresser la dimension

migratoire dans la gestion de crise ; Une meilleure protection et assistance directe aux migrants tout au long de la route migratoire ; La contribution au développement d'une base de données fiable sur les migrations.

NOS PARTENAIRES: Ministère de l'Intérieur, la Direction Générale de la Police Nationale, l'ONARS, Ministère de la Santé, Ministère de la Femme et de la Famille, le SEAS, Caritas, SOS Village, PAM, HCR, GiZ, Expertise France.

\$3.5 million ressources pour Djibouti en 2017, **152%** de fonds reçus

OIM Donateurs - 2017



For more information contact:

HOUSSEIN MOHAMED HOUSSEIN

hmohamed@iom.int





UNAIDS

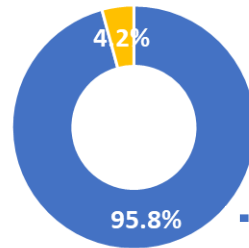
JOINT UNITED NATIONS PROGRAMME ON HIV/AIDS

L'ONUSIDA est à la tête de l'effort mondial visant à éliminer le sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030 dans le cadre des objectifs de développement durable. L'ONUSIDA fournit une orientation stratégique, un plaidoyer, une coordination et un appui technique afin de catalyser et de connecter les dirigeants des gouvernements, du secteur privé et des communautés afin de fournir des services vitaux de lutte contre le VIH. L'ONUSIDA est un modèle de réforme de l'ONU et est le seul programme commun coparrainé de l'ONU. Il s'appuie sur l'expérience et l'expertise de 11 coparrainants du système des Nations Unies et constitue la seule entité des Nations Unies où la société civile est représentée au sein de son organe directeur.

1 150
Membres du réseau de PVVIH atteints

350 femmes couvertes par la sensibilisation sur la violence basée sur le genre

ePTPE plan d'accélération national mis en œuvre



\$0.3 million nécessaires en 2017,
96% disponibles

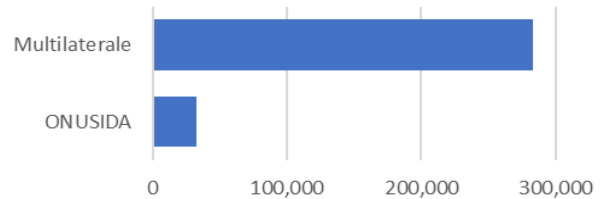
■ DISPONIBLES ■ DEFICIT

462 sessions pour les TCS et camionneurs sur le VIH/SIDA

20 pairs éducateurs formés sur la prévention du VIH/SIDA

1 000 personnes touchées par la promotion de la lutte contre l'abus de drogues et d'alcool

ONUSIDA Donateurs - 2017



50 sessions organisées par les prestataires de santé à PK12

43 000 préservatifs distribués

839 personnes soutenues pour le dépistage du VIH / SIDA

Nos Partenaires: Ministère de la Santé; Ministère de la femme et de la famille; Parlement de Djibouti, Union Nationale des Femmes Djiboutiennes; Réseau National Djiboutien des Personnes Vivantes avec le VIH/SIDA, Société civile.

REALISATIONS CLES 2017 & PRIORITES DE 2018

PLAIDOYER ET LEADERSHIP POLITIQUE: Renforcement de l'engagement politique des dirigeants gouvernementaux, y compris du Parlement, du bureau de la Première Dame et des ministères multilatéraux, d'accélérer la riposte au sida. Un protocole d'entente de partenariat signé avec l'Assemblée nationale de Djibouti et l'ONUSIDA à Djibouti et un plan de plaidoyer pour la promotion des droits humains des PVVIH ont été développés. L'ONUSIDA a financé la mise en œuvre du plan à hauteur de 30% du budget total.

SOUTIEN À LA FOURNITURE DES SERVICES LIÉS AU VIH:

- **Réseau de PVVIH (RNDP +):** le réseau de personnes vivant avec le VIH / sida a couvert 650 personnes sur la prévention du VIH. Ils ont testé et fourni leurs résultats à 444 personnes, 13 personnes étaient positives.
- **Collaboration avec le Parlement:** L'ONUSIDA, avec la collaboration du Parlement de Djibouti, a financé une organisation communautaire appelée Egla Difu. Egla Difu avec la collaboration du réseau de personnes vivant avec le

VIH (RNDP +) ont atteint 500 personnes.

- **Interventions sur le corridor:** L'ONUSIDA a financé un organisme communautaire (MASSABA) basé dans la principale gare routière du pays, le PK12. Massaba a couvert, par le biais de ce projet, les camionneurs, les jeunes et les professionnelles du sexe. Ils ont réalisé ce qui suit: former 20 pairs éducateurs à la prévention du VIH / SIDA. Organisation de 462 sessions pour les professionnelles du sexe et 224 sessions pour les camionneurs sur la prévention du VIH / sida, la stigmatisation et la discrimination, la Violence Basé sur le Genre, la promotion du préservatif et l'orientation vers le dépistage du VIH. Sensibilisation de 1000 personnes (420 hommes et 580 femmes) pour promouvoir la lutte contre la toxicomanie, l'alcool et la violence à l'égard des femmes. Organisation de 50 sessions par les prestataires de santé du centre de prévention et de soins de PK12 sur le 90-90-90. Ils ont testé et transmis leurs résultats à 395 personnes. MASSABA a distribué 43 000 préservatifs aux populations clés.

LUTTE CONTRE LA VIOLENCE BASÉ SUR LE GENRE: En partenariat avec les femmes parlementaires et l'ONUSIDA, l'UNFD a sensibilisé 350 femmes et jeunes filles à l'identification et à la reconnaissance des différentes formes de violence basée sur le genre. Ils se sont entraînés à sensibiliser leurs pairs contre les VBG.

ACCÈS ET QUALITÉ DU SERVICE COMPLET DE PTPE: En juin 2017, l'ONUSIDA a aidé le Ministère de la femme et de la famille à élaborer un plan triennal de plaidoyer et de mobilisation sociale de la première dame pour la lutte contre le VIH / sida, la prévention du cancer du sein et du col de l'utérus et le soutien apporté aux femmes et aux filles en situation précaire. Plan d'accélération national de PTPE aligné sur les objectifs internationaux mis en œuvre à Djibouti en collaboration avec les principales parties prenantes.

Pour informations additionnelles contacter:

Fara-Had Hassan Farah

Directeur Pays

HassanfarahF@unaids.org





Le PNUD est le réseau mondial de développement des Nations Unies dans 170 pays et territoires. Il contribue à l'élimination de la pauvreté, à la réduction des inégalités et de l'exclusion. Le PNUD aide les pays à concevoir, à mettre en œuvre, à développer des politiques, des compétences en matière de leadership, des capacités de partenariat et institutionnelles et à renforcer la résilience pour maintenir les résultats du développement. Les travaux du PNUD se concentrent sur trois domaines principaux: le développement durable; la gouvernance démocratique et la consolidation de la paix et enfin la résilience au climat et aux catastrophes.



5 000 personnes inscrites à des programmes

280 jeunes ont vu leur accès au marché du travail amélioré (50% de femmes)

1 426 femmes engagées dans un programme d'autonomisation économique

200 000 Moustiquaires distribuées (60% aux femmes)

2 360 personnes sous traitement ARV (60% de femmes)

21 ha de périmètres agricoles construits

Amélioration des droits de l'homme: formation de tous les commissaires aux droits de l'homme pour accélérer l'accréditation de la CNDH. Stratégie et plan d'action pour la CNDH validés.

- Les décisions judiciaires de Djibouti favorisent 100% des femmes affectées par le VIH / SIDA avec des problèmes de droits de succession
- Le plaidoyer et le lobbying pour faire avancer le leadership des femmes ont abouti à une nouvelle législation qui augmente la représentation des femmes au parlement de 10% à 25%.
- Appui à la mise en place d'un mécanisme de coordination dirigé par le gouvernement et d'une base de données des projets de développement dans le pays

RÉALISATIONS DU PNUD EN 2017

LE DEVELOPPEMENT DURABLE:

Le PNUD a soutenu l'adaptation au changement climatique dans les régions de Tadjourah, Arta et Ali-Sabieh. En termes de mobilisation de l'eau, 6 forages ont été construits et réhabilités. 21 ha de périmètres agricoles ont été construits pour 302 familles (dont 50% de femmes). Des barrages de rétention et de captage des eaux de surface ont également été installés. Du matériel agricole a également été fourni pour promouvoir la diversification de la production agricole. Les communautés ont été formées aux techniques agricoles et à la transformation du lait en fromage. Une coopérative a été créée dans chaque région pour mieux organiser les communautés et perpétuer le modèle. Le PNUD aide le ministère de l'Énergie à mettre en œuvre une stratégie nationale qui prévoit d'utiliser 100% d'énergie renouvelable d'ici 2021.

ÉGALITÉ DU GENRE ET AUTONOMISATION DES FEMMES:

Dans le cadre du projet intitulé "Autonomisation des femmes", 136 femmes artisanes rurales ont reçu une formation de haut niveau fournie par Aid to Artisans (ONG américaine). Grâce à cette formation, les femmes ont appris à fabriquer des objets artisanaux de qualité avec un design moderne exigé par le marché. Pour accéder aux marchés locaux et internationaux, elles participeront à des foires. Dans le cadre de l'autonomisation économique, 360 femmes ont été formées à la gestion des associations et des coopératives. 780 femmes ont bénéficié d'un programme d'alphabétisation et sont en mesure de gérer leur entreprise. Enfin, 150 femmes ont été formées aux techniques agricoles.

ACCÈS AMÉLIORER AUX SERVICES DE SANTÉ DE BASE:

Dans le cadre des programmes du Fonds mondial, le PNUD a aidé le Ministère de la santé à renforcer les objectifs clés des indicateurs de santé. En 2017, le nombre de patients sous traitement ARV était de 2 454, soit une augmentation de 70% depuis 2014 (1 444). En ce qui con-

cerne la prévention de la transmission mère-enfant, le taux de diagnostic du VIH chez les femmes enceintes est passé de 33% en 2013 à 90% en 2017, tandis que celui des femmes enceintes est passé de 24% en 2013 à 92% en 2017. Le PNUD a également contribué à élargir l'accès à la prévention du paludisme en distribuant 60 409 moustiquaires, dont 70% de femmes, d'enfants de moins de cinq ans et de réfugiés. Enfin, 14 212 patients ont reçu un traitement antipaludique de première intention.

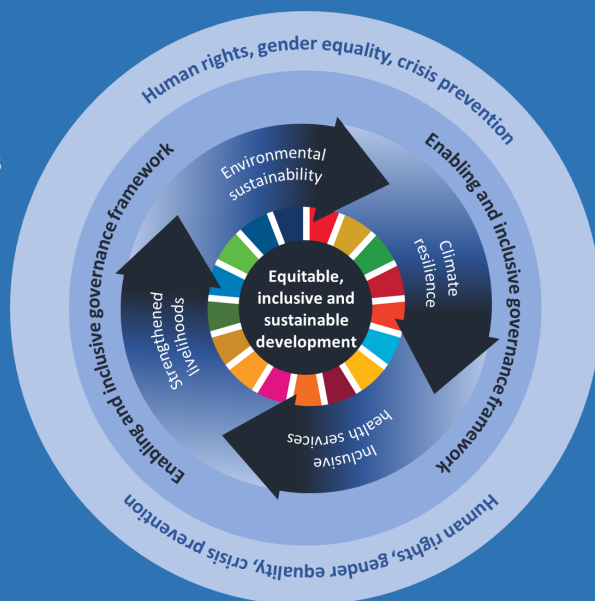
GOUVERNANCE: En 2017, le PNUD a soutenu la consolidation des travaux sur la coordination de l'aide à travers la création de 15 groupes sectoriels. Ces groupes sont autonomes et partagent des informations et coordonnent les activités dans leurs domaines respectifs. Le PNUD a également contribué à la mise en œuvre du mécanisme de coordination de l'aide et a permis une plus grande efficacité de l'aide publique au développement.



PNUD 2018-2022: Nouveau Programme-Pays

Trois piliers principaux:

- 1 Réduction de la pauvreté et amélioration des moyens de subsistance et possibilités d'emploi pour les personnes vulnérables
- 2 Résilience urbaine et rurale aux risques climatiques, aux chocs et à l'insécurité alimentaire
- 3 Développement des capacités des institutions de gouvernance et des droits de l'homme



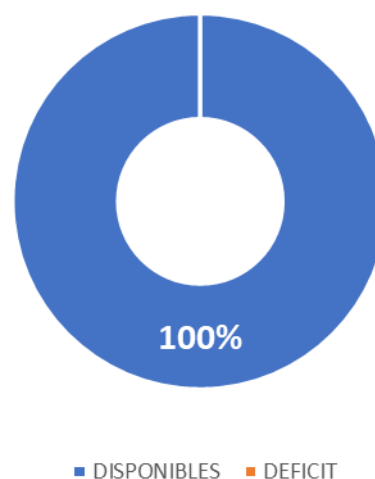
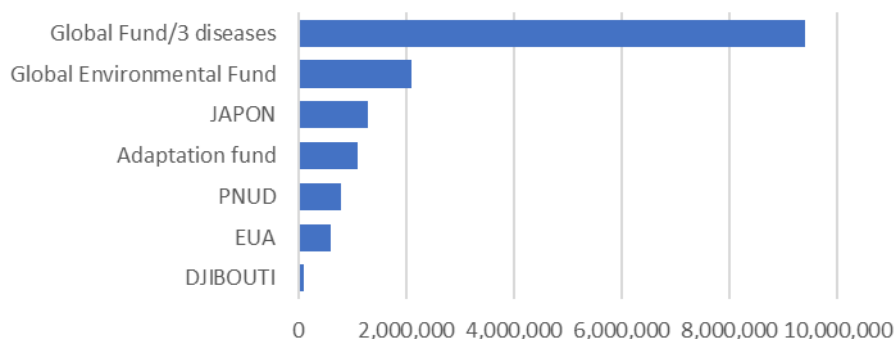
Conformément aux priorités nationales et au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, l'objectif principal du PNUD à Djibouti est de renforcer les possibilités de Djibouti d'atteindre les objectifs de développement durable. Il s'attaque aux problèmes de développement, d'aide humanitaire, de résilience interconnectés et vise à réduire la pauvreté, les inégalités géographiques et sexospécifiques et l'exclusion. Il vise également à promouvoir la durabilité environnementale et la résilience grâce aux stratégies intégrées. Il soutiendra les populations les plus

vulnérables et renforcera les capacités institutionnelles nationales et infranationales pour la croissance inclusive, la réduction de la pauvreté, la prévention de l'extrémisme violent et le renforcement de la cohésion sociale. Le programme de pays tourne autour de trois piliers, qui sont liés à un objectif financier de 54 millions de dollars.

NOS PARTENAIRES: Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale; Ministère de l'économie et des finances; Ministère du budget; Ministère de l'Habitat, de l'urbanisme et de l'environnement; Ministère de la Santé; Ministère de la femme et de la famille; Ministre de l'Intérieur; Ministère de la justice et des affaires pénitentiaires; Ministère du travail et de la réforme administrative; Agence nationale pour l'emploi; Office national d'assistance aux réfugiés et aux sinistrés; Secrétariat exécutif pour la gestion des risques et des catastrophes; Chambre de commerce de Djibouti; Commission nationale des droits de l'homme; Direction des statistiques et des études démographiques; Union nationale des femmes djiboutiennes; Secrétariat aux affaires sociales.

\$15.5 million nécessaires en 2017, 100% disponibles

PNUD Donateurs - 2017



Pour informations additionnelles, contacter:

Hibo Mohamed

hibo.mohamed@undp.org





United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

L'UNESCO est l'organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Il cherche à construire la paix par le biais de la coopération internationale dans les domaines de l'éducation, des sciences et de la culture. Les programmes de l'UNESCO contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable définis dans l'Agenda 2030, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2015

60 enseignants formés à l'EDD et liens avec Global Citizenship Education

Compétence numérique pour la formation des enseignants à l'utilisation des TIC dans l'éducation

30 SPNet Schools, développement d'une politique d'EDD

Soutien à l'Observatoire du changement climatique à l'Université de Djibouti

ODD4 Consultation nationale pour dérouler et adapter au contexte local avec MENFOP

Cours interdisciplinaires pour intégrer la paix, la sécurité et le genre dans les universités

5 conventions de l'UNESCO ratifiées dans le domaine de la culture

Convention de 1954 pour la protection du patrimoine culturel en temps de conflit armé

Convention de 1970 sur la lutte contre le trafic illicite de biens culturels

Convention du patrimoine mondial de 1972

Convention sur le patrimoine culturel immatériel de 2003

Convention de 2005 sur la diversité des expressions culturelles

Djibouti compte **10 sites du patrimoine naturel et culturel inscrits sur la liste indicative des sites du patrimoine mondial**

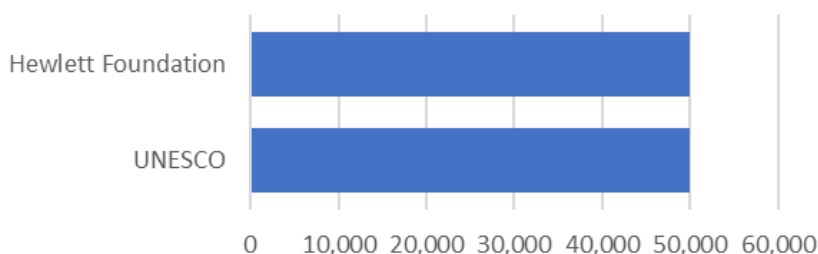
UNESCO 2018: OBJECTIFS

1. Renforcer les capacités des institutions publiques en matière de collecte, d'analyse et d'exploitation de données sur l'emploi, afin de mettre en œuvre le plan d'action pour l'emploi
2. Promouvoir l'employabilité des plus vulnérables, en particulier dans les technologies innovantes
3. S'assurer que tous les enfants entrent dans l'éducation préscolaire et terminent l'éducation de base (primaire et junior);
4. Renforcer les aptitudes et compétences des enseignants préscolaires, élémentaires, techniques et professionnels et universitaires
5. Faciliter l'acquisition de connaissances et de compétences sur des sujets tels que la culture de la paix et de la non-violence, la lutte contre le VIH / sida, le développement inclusif et durable, l'esprit d'entreprise et l'égalité des sexes.
6. Renforcer le mécanisme national de suivi et de communication des résultats sur le statut des droits de l'homme, ainsi que des capacités des institutions concernées
7. Protéger la biodiversité marine et terrestre et générer des revenus pour les communautés locales
8. Accroître la protection et la promotion de la culture à Djibouti afin d'exploiter le potentiel de la culture pour contribuer au développement économique durable.

NOS PARTENAIRES: Syndicat du personnel de presse et de l'audio-visuel de Djibouti (SPAD); Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche de Djibouti; Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle; Ministère de l'énergie et de l'eau de Djibouti; Ministère de l'environnement de Djibouti; Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche; Ministère des affaires musulmanes, de la culture et du waqf (MAMCBW), Université de Djibouti; Centre d'études et de recherches de l'Institut des sciences de la Terre de Djibouti; Commission nationale pour l'UNESCO; Ministère de l'environnement de Djibouti; Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ministère des affaires musulmanes, de la culture et du waqf (MAMCBW), Université de Djibouti; Centre d'études et de recherches de l'Institut des sciences de la Terre de Djibouti; Commission nationale de l'UNESCO

\$0.1 million nécessaires en 2017, 100% disponibles

UNESCO Donateurs - 2017



Pour informations additionnelles, contacter:

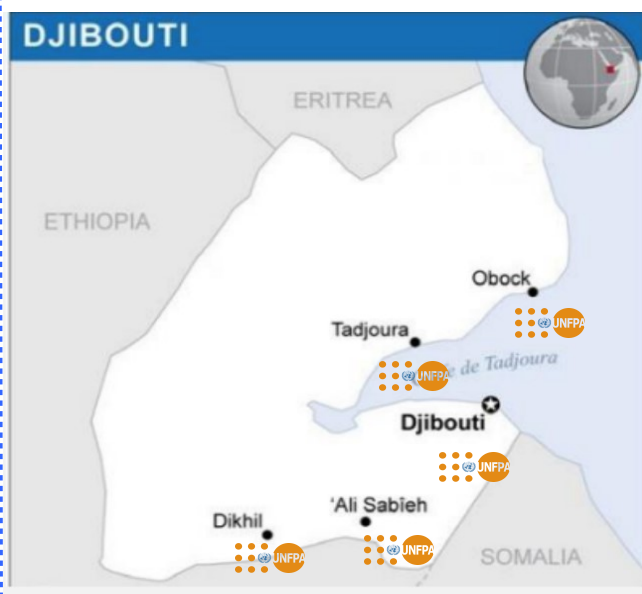
Ann Therese Ndong-Jatta

Director

UNESCO Regional Office for Eastern Africa

Email: at.ndong-jatta@unesco.org





19% Taux de prévalence contraceptive

78% Taux prévalence MGF

8% Grossesses non désirées

169 Elus locaux formés en Santé reproductive et MGF

69% Sages-femmes formées en échographie

90% centres de santé ont intégré le paquet minimum en SR

124 femmes orientées par mutuelles communautaires rurales vers services de planification familiale

75% Centre de santé appliquent les normes des soins maternels et néonataux

600 personnes ont déclaré l'abandon total des MGF dans 20 communautés rurales

20 associations des jeunes formées à la mise en réseau en SSR

50 jeunes de l'Académie Militaire sont formés en SSR/GBV

2 200 jeunes issus des associations sont formés à la pair-éducation

\$0.8 million nécessaires pour Djibouti en 2017, **100% recus** (ressources UNFPA)

Nos partenaires: Ministère de la Femme; Ministère de la Santé; Ministère des Affaires Musulmanes; Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche; Ministère Chargé de la Décentralisation; Institut National de la Statistique de Djibouti; Institut Supérieur des Sciences de la Santé; UNFD

Protocole national de référence pour la **réponse aux violences fondées sur le genre** y compris les mutilations génitales féminines validé et signé par cinq ministères (femmes, santé, justice, intérieur, défense) et l'UNFD.

Analyse de la situation actuelle du contexte socio-économique et démographique de Djibouti pour la capture du **dividende démographique** afin d'aider le pays à tirer parti de la transition démographique pour accélérer sa croissance économique

QUELQUES RÉALISATIONS EN 2017 & PRIORITÉS 2018

SANTÉ SEXUELLE DES ADOLESCENTS ET DES JEUNES: Des sessions de formation sur la santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes à travers le réseau national des pairs-éducateurs Y-Peer. Formation de 50 élèves-officiers de l'Académie Arta sur la santé sexuelle et reproductive des jeunes et la sensibilisation de plus de 2658 jeunes.

METTRE FIN AUX MGF: Établissement d'un réseau national de chefs religieux de la foi pour la lutte contre les MGF, mener des recherches scientifiques fondées sur des preuves pour aider les décideurs à définir des politiques et à rendre des comptes aux communautés. Formation sur les dispositions légales condamnant les MGF pour les leaders traditionnels et les représentants régionaux afin de les sensibiliser aux méfaits des MGF et plaider en faveur de l'abandon de la pratique.

AMÉLIORER LA SANTÉ REPRODUCTIVE ET LA PLANIFICATION FAMILIALE: Création des "Mutuelles Communautaires" qui ont sensibilisés 5900 femmes vivant en zones rurales dont 1024 femmes référées aux centres de santé. Production et diffusion du plan stratégique national sur la chaîne d'approvisionnement des produits de la santé reproductive.

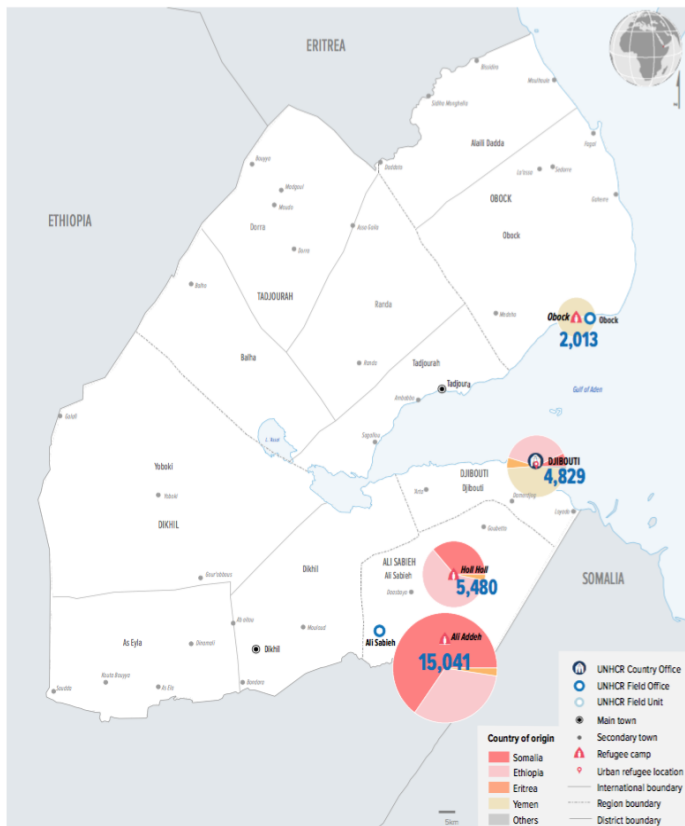
VIOLENCE FONDÉE SUR LE GENRE: Elaboration d'un protocole pour assurer une réponse et une coordination des services aux victimes de violence sexiste. Cela garantira que 1245 survivants de violences et les MGF, recevront une réponse rapide et complète de différents prestataires de services, y compris des soins médicaux gratuits, un soutien psychosocial, des services de protection et des services juridiques.

DONNÉES DEMOGRAPHIQUES: Renforcement des capacités en collecte et d'analyse des données. Création

d'un pool de chercheurs spécialisés dans les questions liées au genre, en collaboration avec le Centre de recherche de l'Université de Djibouti et l'Institut de recherche indépendant de la corne de l'Afrique Réalisation d'une étude pour exploiter l'opportunité de bénéficier du dividende démographique afin de faciliter la prise de décision des autorités.

PRIORITÉS 2018: Renforcement des capacités des prestataires de services de santé reproductive/ planification familiale. Renforcer la gestion de la chaîne d'approvisionnement des produits SR. Améliorer la collecte de données sur en SR/PF. Renforcer les services de prévention et prise en charge des VFG, y compris les MGF. Intensifier le plaidoyer pour l'extension des droits de reproductifs et le suivi des mesures de mise en œuvre au niveau national. Renforcer les capacités nationales pour produire des données fiables sur la population.

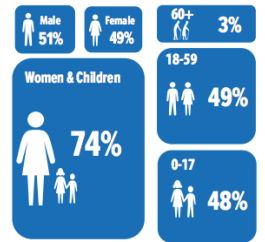




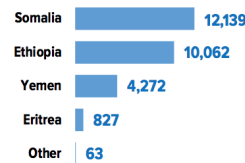
The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.
 Printing date: 13 Jun 2018 Sources: UNHCR, UNCS Author: UNHCR Regional Service Centre Nairobi Feedback: UNHCR Representation in Djibouti



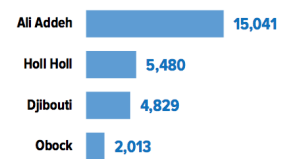
AGE AND GENDER COMPOSITION



POPULATION BY COUNTRY OF ORIGIN



POPULATION BY REGION OF ASYLUM



QUELQUES RÉALISATIONS 2017 ET PRIORITÉS 2018

PROTECTION: Le HCR et l'ONARS ont procédé à un exercice BIMS afin de compter les réfugiés et enregistrer leur données démographiques. Le HCR et ses partenaires ont également maintenu des campagnes de prévention sur les SGBV et la protection des enfants. Pour 2018: Trouver un moyen d'apporter de la lumière et de l'énergie 24/7 dans les sites.

SOLUTIONS DURABLES: Le HCR a facilité le retour volontaire de 528 individus en Somalie. Au total, 62 personnes ont été réinstallées: 49 aux États-Unis et 13 au Canada. Pour 2018: Faciliter davantage le rapatriement volontaire (en particulier pour les réfugiés somaliens) si les conditions sont stables dans leur pays d'origine.

WASH: Avec NRC, le HCR a

contribué à renforcer l'approvisionnement en eau potable vers les sites et leurs communautés hôtes: 13 litres par personne par jour à Ali Addeh, 18 litres à Holl-Holl et 23 litres à Markazi. Pour 2018: Augmenter la provision d'eau à Ali Addeh et Holl-Holl afin d'arriver au standard de 20 litres.

MOYENS DE SUBSISTANCE: Le HCR et LWF ont organisé des activités de moyens de subsistance pour les réfugiés, y compris un programme pour les femmes sur l'esprit d'entreprise. La stratégie de moyens de subsistance à l'échelle du pays est en cours de finalisation par le siège. Pour 2018: Nos objectifs incluent le lancement officiel d'une stratégie de moyens de subsistance et l'accès aux opportunités d'emploi et autres activités génératrices de revenus pour les réfugiés. Nous

visons également à adopter une approche basée sur les interventions monétaire (CBI) afin de promouvoir l'autonomisation des réfugiés.

PLANS D'URGENCE: L'opération reste vigilante et suit les situations de près au Yémen et en Ethiopie, à la suite des récents conflits et de l'instabilité. Jusqu'à présent, ces situations n'ont pas atteint un niveau d'urgence, bien que l'opération ait vu une légère augmentation du nombre de nouveaux arrivants. Le HCR travaillera avec les partenaires présents sur le terrain pour répondre aux besoins immédiats des nouveaux arrivants, en leur fournissant une aide vitale sous forme de nourriture, d'articles non alimentaires, d'abris et d'eau potable.

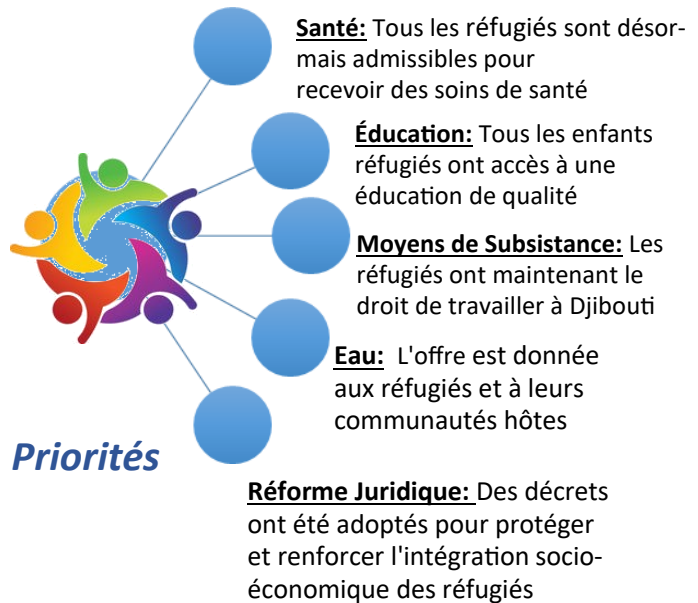


CRRF



Un réfugié somalien brandit fièrement le drapeau djiboutien lors d'une cérémonie d'accueil du Haut-Commissaire au site d'Ali Addeh. La situation somalienne est de longue durée et s'étend sur plusieurs années, voire plusieurs décennies pour certains individus. Le HCR s'efforce de trouver des solutions durables (rapatriement volontaire, réinstallation et / ou intégration locale). ©UNHCR/

Le **Cadre d'Action Global pour les Réfugiés (CRRF)** a été mis en place à Djibouti pour renforcer les résultats de développement qui profitent à la fois aux réfugiés et aux communautés d'accueil. Les cinq priorités de l'approche ci-dessous guident nos objectifs et nos réalisations ciblées.



Priorités

NOS PARTENAIRES: *Office National pour l'Assistance aux Réfugiés et Sinistrés (ONARS) /Ministère de l'Intérieur; Ministère de l'Éducation/MENFOP; Ministère de la Santé; Ministère de l'Environnement; NRC (Norwegian Refugee Council); LWF (Lutheran World Federation); UNFD (Union Nationale pour les Femmes Djiboutiennes); ICAN (International Children's Action Network)*

PRINCIPALES RÉALISATIONS DU CRRF EN 2017

UNE NOUVELLE LÉGISLATION: En décembre 2017, le gouvernement a signé deux décrets historiques visant à renforcer l'intégration des réfugiés dans la société djiboutienne. La nouvelle législation garantit leur accès à une éducation de qualité, à des soins de santé et au droit de travailler. En 2018, le HCR continuera à mener des activités de sensibilisation et de plaidoyer pour

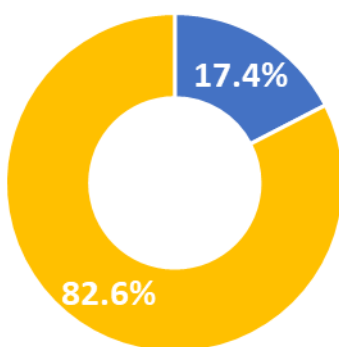
que le public et les acteurs concernés à Djibouti soient informés des nouveaux droits des réfugiés, ainsi que les réfugiés eux-même.

SANTÉ: Grâce au nouveau partenariat avec le ministère de la Santé, tous les réfugiés à travers le pays sont admissibles à recevoir des soins de santé et sont couverts par une assurance. Le ministère a également du personnel

qui travaille dans les sites pour prodiguer des soins immédiats.

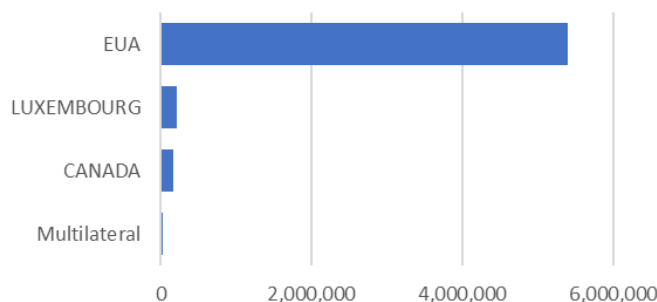
ÉDUCATION: Des milliers d'élèves inscrits dans les établissements scolaires bénéficient du partenariat entre le HCR et le MENFOP, qui garantit une éducation primaire de qualité aux enfants réfugiés. Cela inclut également l'accès au programme scolaire djiboutien et la formation des enseignants.

\$33.3 million resources pour Djibouti 2017, 17% de fonds reçus



■ DISPONIBLES ■ DEFICIT

UNHCR Donateurs - 2017



Pour informations additionnelles contacter:

Vanessa J. Panaligan
Associate External Relations
and Reporting Officer

panaliga@unhcr.org



L'UNICEF Djibouti est guidé par la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) et s'efforce avec ses partenaires de faire des principes de la CDE une réalité sur le terrain pour chaque enfant. L'UNICEF Djibouti insiste sur le fait que la survie, la protection et le développement des enfants sont des impératifs universels de développement, qui font parties intégrantes du progrès humain.



39,5% de la population a moins de 18 ans



84% des enfants sont vaccinés



9 sur 10 sont enregistrés à la naissance



1 sur 2 bénéficie d'allaitement maternel exclusif



81,7% scolarisation primaire (77% filles, 85.9% garçons)



5,7% des moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë sévère

38 000 kits scolaires

29 500 doses de Vitamine A

1 238 enfants avec soutien psychologique

Eau potable pour **6460** personnes (2 552 enfants)

23 réfrigérateurs solaires pour les vaccins

3 811 enfants malnourris (1,823 filles) soutenus

Entre 2002 et 2012 le **taux de mortalité des moins de 5 ans a baissé** de 127 à 68% et le **taux de mortalité maternelle** de 546 à 383 pour cent mille naissances vivantes

Entre 2006 et 2012, la pratique de la **mutilation génitale féminine/excision** a diminué de 93.1% à 78,4%.

Au niveau national, **l'accès à l'eau potable a augmenté** de 78% en 1990 à 90% en 2015 le pays a adopté un **code de protection de l'enfance** et œuvre en faveur de l'amélioration du système de justice pour les enfants

QUELQUES RÉALISATIONS EN 2017

RENFORCEMENT DE L'ENVIRONNEMENT FAVORABLE POUR L'ÉDUCATION: en appuyant le gouvernement à la finalisation et la validation du plan de l'éducation 2017-2019 ; en soutenant la réalisation d'une analyse des obstacles entravant l'enregistrement des naissances ; en appuyant l'élaboration du rapport périodique du pays sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant ; en contribuant à promouvoir la participation des adolescents, notamment à travers des programmes sur les compétences de vie autour de la lutte contre le VIH/SIDA et les MGF/E .

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À DES SERVICES DE QUALITÉ : en fournissant des doses de vitamine A pour **29 513** enfants âgés de 6 à 59 mois, permettant à ces enfants de mieux résister aux maladies ; en mettant à disposition tous les vaccins essentiels aux services de santé ; en mettant à disposition **23** réfrigérateurs solaires permettant une meilleure conserva-

tion des vaccins et leurs accessibilités dans les régions éloignées ; en développant une note stratégique multi-sectorielle, pour une meilleure prise en charge des enfants réfugiés et migrants. En mettant à disposition **50%** des besoins en aliments thérapeutiques prêts à utiliser (RUTF : Ready to Use Therapeutic Food) contribuant ainsi à traiter **3 811** enfants souffrant de malnutrition aiguë dont **1 823** filles ; en formant **45%** des médecins et **44%** des infirmières ciblés sur la prise en charge intégrée des maladies de l'enfance améliorant la qualité des services destinés aux femmes et aux enfants ; en fournissant **38 000** kits scolaires individuels aux enfants du cycle primaire des **136** écoles du pays, facilitant ainsi leur accès à la scolarisation ; en contribuant à améliorer l'accès à une eau potable soutenue dans les zones rurales en faveur de **6 460** personnes dont **2 552** enfants ; en apportant une assistance humanitaire aux réfugiés et migrants en matière de santé, d'éducation et de pro-

tection permettant à **2 500** personnes d'avoir accès à une eau potable, à **7 800** enfants de recevoir des SRO (Sels de Réhydratation Orale), à **622** enfants âgés entre 9 et 59 mois d'être immunisés contre la rougeole et à **1 238** enfants de recevoir un soutien psychologique. **67%** de ces enfants ont bénéficié d'un soutien garantissant leur scolarisation.

LUTTE CONTRE LES MGF/E, SENSIBILISATION : en appuyant l'engagement des communautés en matière de changements sociaux liés au MGF/E (Les Mutilations Génitales Féminines et l'Excision) ; en soutenant la sensibilisation à travers les dialogues communautaires et des focus groupe permettant à **4,976** habitants des zones rurales à être informés sur les pratiques d'hygiène adéquates.





Nos partenaires: Ministère de la Justice et des Affaires Pénitentiaires, chargé des Droits de l'Homme, Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, Ministère de l'Intérieur, Ministère de la Santé, Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle, Ministère de l'Agriculture, de l'Eau, de la Pêche, de l'Elevage et des Ressources halieutiques, Ministère de la Femme et de la Famille, Ministère Délégué auprès du Ministère de l'Intérieur chargé de la Décentralisation, Secrétariat d'Etat chargé des Affaires Sociales, Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports. UNFD, APPDEM, Caritas, LWF. FAO, OIM, PNUD, UNFPA, UNHCR, PAM, OMS

PRIORITÉS 2018

Dans le cadre du nouveau programme de coopération 2018-2022, l'UNICEF continuera à soutenir les efforts du gouvernement de Djibouti en matière de survie et de développement de l'enfant, de l'éducation et du développement des adolescents, de la protection de l'enfant et l'inclusion sociale.

L'UNICEF continuera à œuvrer dans les domaines de l'approvisionnement en intrants essentiels, y compris en vaccins et en micronutriments ; du renforcement des capacités des agents de Santé, des enseignants et des assistants sociaux ; du soutien à la scolarisation et à un accès à une éducation de qualité ; du renforce-

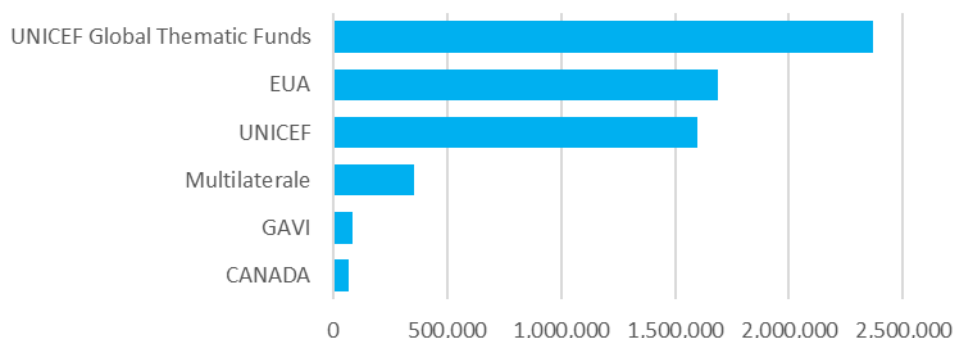
ment d'un système de justice adapté aux enfants ; de l'appui en matière d'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement dans les zones les plus vulnérables ; de la protection des filles et des garçons les plus vulnérables dans les domaines des MGF/E, les enfants des rues, l'enregistrement des naissances et les enfants réfugiés et migrants.

L'UNICEF collaborera avec ses partenaires afin de mettre en œuvre une stratégie pour le développement de la petite enfance ; d'élaborer des programmes pour les jeunes et les adolescents, filles et garçons, en mettant en place des curriculums autour des compétences de vie, permettant l'acquisition de connaissances essentielles nécessaires dans

la vie courante ; de renforcer les systèmes de protection des enfants par la mise en place des mécanismes et services de référence ; de consolider les interventions en matière de protection sociale à travers un renforcement des capacités des travailleurs sociaux ; de renforcer les systèmes pour l'amélioration des interventions en matière de santé, de nutrition et autour de l'eau et de l'assainissement ; d'appuyer le développement d'un curriculum pour l'éducation formelle et non formelle, y compris pour les réfugiés ; de promouvoir l'engagement communautaire sur les pratiques familiales et sociales positives.

\$6 million ressources pour Djibouti in 2017 - 122% de fonds reçus

UNICEF Donateurs - 2017



Pour informations additionnelles:

Djanabou Mahonde

Représentante

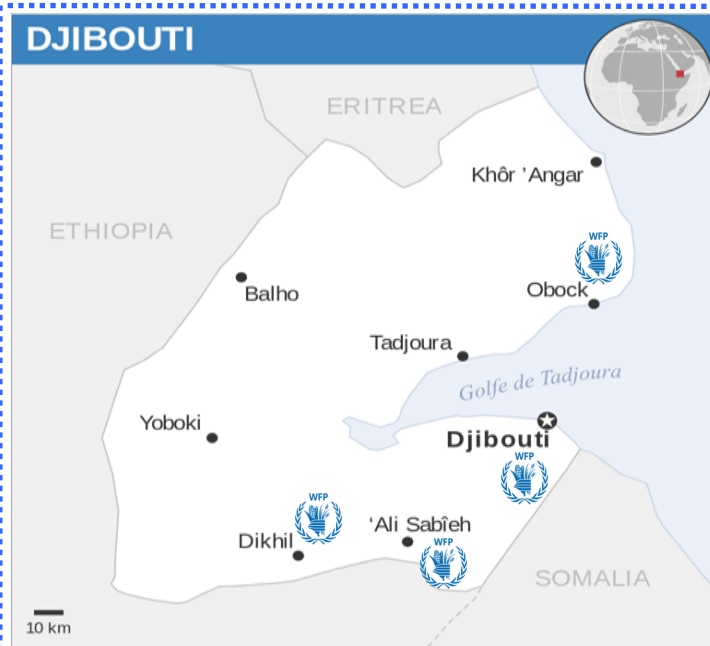
dmahonde@unicef.org





World Food Programme

Sauver des vies dans les situations d'urgence et changer des vies pour des millions de personnes grâce au développement durable. Le PAM travaille dans plus de 80 pays, nourrissant les personnes touchées par les conflits et les catastrophes, et mettant en place les bases d'un avenir meilleur.



3 en 10 personnes en milieu rural sont en insécurité alimentaire

(FSMS 2017)

18% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aigue globale

(SMART 2013)

23% de la population vit dans des conditions d'extrême pauvreté

(ICSP 2017)

90% de la nourriture est importée rendant Djibouti dépendant des marchés internationaux

(ICSP 2017)

26% de réduction de l'insécurité alimentaire en un an

(FSMS 2017)

8 000 participants aux activités de vivres pour la création d'actifs

21 600 personnes ont reçu des aliments nutritifs spécialisés pour le traitement de la malnutrition aiguë chez les enfants, les femmes enceintes et allaitantes ainsi que chez ceux sous traitement antirétroviral (TAR) et tuberculeux (TB)

20 000 vulnérables reçoivent contribution monétaire comme filets sociaux

23 000 réfugiés reçoivent une assistance alimentaire et nutritionnelle

RÉALISATIONS EN 2017 ET PRIORITÉS POUR 2018

PROTECTION SOCIALE : Le PAM et le Secrétariat d'État aux Affaires Sociales ont signé un mémorandum d'accord sur l'harmonisation des interventions des deux agences en matière de protection sociale à Djibouti. Les deux parties ont travaillé en étroite collaboration dans les zones urbaines et rurales, en mettant l'accent sur le renforcement du Programme National Solidarité Famille (PNSF) et du Programme d'Assistance Sociale de Santé (PASS).

REFUGIÉS : Extension de la combinaison cash et nourriture aux demandeurs d'asile vivant dans des camps de réfugiés.

Renforcer le marché limité du camp de réfugiés de Markazi avec l'octroi d'un prêt aux détaillants locaux pour permettre la modalité de transfert : cash et nourriture dans le camp de Markazi.

Collaboration avec HCR et l'Office National d'Assistance aux Réfugiés et Sinistrés (ONARS) pour introduire un nouveau Système d'Identification et de Gestion de l'Information Biométrique (BIMS).

CANTINES SCOLAIRES : Appui au gouvernement pour mener à bien une évaluation du système pour obtenir de meilleurs résultats en matière d'éducation - Alimentation scolaire, un outil qui permettra d'améliorer la planification

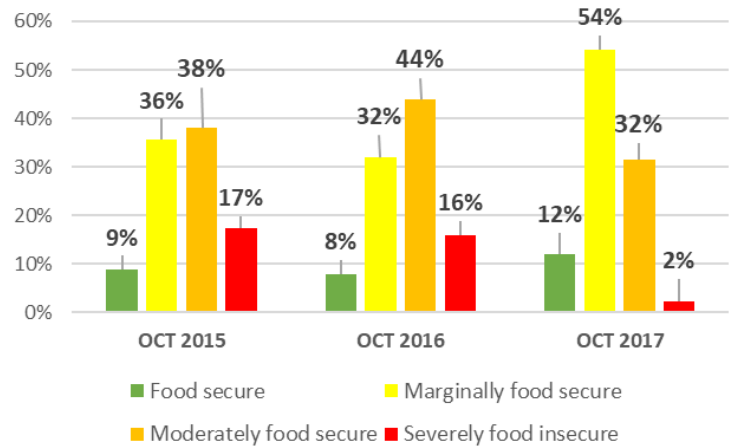
stratégique et d'obtenir de meilleurs résultats pour un programme d'alimentation scolaire durable basé sur des normes internationales.

LOGISTIQUE : Achèvement de la base logistique régionale (HLB) qui dessert les partenaires humanitaires. Il comprend 40 000 tonnes de silos et une capacité d'entreposage de 25 000 tonnes, et est déjà utilisé par l'OMS, le HCR et l'UNICEF pour leurs opérations de soutien au Yémen et par le PAM pour des opérations au Yémen et d'autres crises dans la région.





Tendances de l'insécurité alimentaire dans les zones rurales



Depuis septembre 2013, la situation de la sécurité alimentaire à Djibouti s'est améliorée. Cette tendance s'est accélérée entre octobre 2016 et octobre 2017, avec une baisse de 26% du nombre de ménages en situation d'insécurité alimentaire. Pourtant, de nombreux ménages (34%) dans les régions de Tadjourah, Dikhil et Arta restent en insécurité alimentaire. L'insécurité alimentaire sévère est tombée à 2,2% - le pourcentage le plus bas depuis 2013.

2 ZERO HUNGER



17 PARTNERSHIPS FOR THE GOALS



REVUE STRATÉGIQUE DE PAYS DE LA FAIM ZÉRO

Djibouti s'est engagé à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ce pays veut mesurer et suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs convenus par les chefs d'État et du gouvernement lors du Sommet spécial des Nations Unies tenu en septembre 2015. L'objectif de développement durable (ODD) 2 montre l'importance de la sécurité

alimentaire et de la nutrition dans l'agenda visant à «éliminer la faim, atteindre la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable» d'ici 2030.

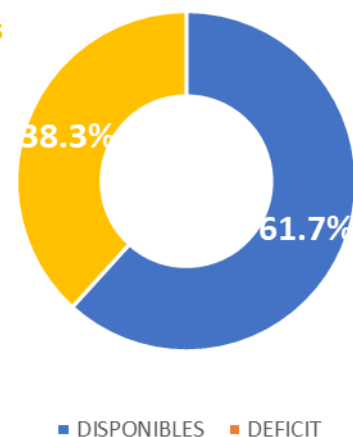
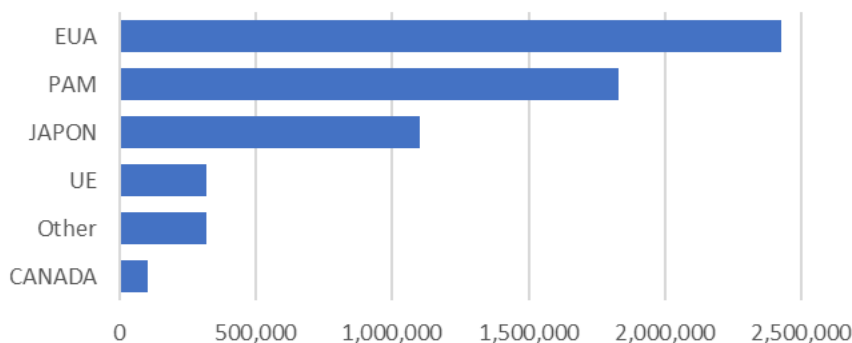
Le PAM et ses partenaires ont accordé un soutien stratégique à Djibouti sous la forme d'une revue stratégique de la faim zéro. Cette revue aidera le gouvernement et ses partenaires à définir ce qui est nécessaire pour atteindre l'ODD2 (zéro faim) à Djibouti d'ici 2030

grâce à un processus ouvert et consultatif impliquant toutes les parties prenantes.

L'étude établit une base de départ favorisant une compréhension commune des défis et des lacunes de la réponse nationale à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays.

\$19 million ressources pour Djibouti en 2017 - 32% de fonds reçus

PAM Donateurs - 2017



Pour plus d'informations, contacter: **Mutinta Chimuka**, Country Director—mutinta.chimuka@wfp.org





World Health Organization

Depuis 1948, l'OMS assure le leadership mondial en matière de santé publique. Elle est l'autorité d'orientation et de coordination en matière de santé internationale au sein du système des Nations Unies par : assurer le leadership sur des questions cruciales pour la santé et en nouant des partenariats ; définir le programme de recherche et stimuler la génération, la traduction et la diffusion des connaissances ; établir des normes, promouvoir et surveiller leur mise en œuvre ; articuler des options politiques éthiques et factuelles ; fournir un appui technique, catalyser le changement, mettre en place une capacité institutionnelle durable ; surveiller la situation sanitaire et évaluer les tendances en matière de santé.

63,5 ans esperance de vie	383/100,000 mortalité maternelle	Mortalité des < 5 ans 67,8/1 000 naissances vivantes	46% Indice de capacité de base du Règlement Sanitaire International (RSI)
47% Indice de Couverture Uni- verselle des ser- vices de santé	82% couverture de vaccination contre la rougeole	87,4% naissances assistées par du per- sonnel de santé qualifié	\$82,03/habitant dépenses de santé; 52,5% par le gouvernement; 20,4% par paiement direct des ménages
20 000+ cas de paludisme traités	22% couverture traitement du VIH	68% couverture vaccin pentavalent	Plan Stratégique du VIH 2018-2020 élaboré
90 000 Tests rapides de paludisme achetés	80% cas de tuberculose traités	1 500 cas de di- arrhée traités	200 000 moustiquaires imprégnées distribuées

QUELQUES RÉALISATIONS EN 2017

MALADIES TRANSMISSIBLES:

Paludisme: 170 agents de santé formés au diagnostic, au traitement et à la sensibilisation de la communauté, fourniture de 203 000 moustiquaires imprégnées d'insecticides de longue durée à des fins de prévention, 91 788 tests de diagnostic rapides, ainsi que le traitement de plus de 20 000 cas de paludisme et une assistance technique. VIH: Evaluation du plan stratégique 2016-2018 et élaboration du nouveau plan pour 2018-2022. TB: achat de deux équipements de radiologie numérique pour les os et les poumons afin de renforcer les capacités de diagnostic et de suivi des cas de tuberculose. Vaccination: renforcement de la vaccination de routine et des couvertures grâce à une assistance technique, à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan pluriannuel complet et à des campagnes de masse menées pour les vaccins contre la poliomyélite et la rougeole. Soutien avec succès de l'introduction du vaccin antipoliomyélitique injectable (IPV). Fourniture des médicaments pour une meilleure gestion des maladies tropicales négligées, en particulier la leishmaniose.

MALADIES NON TRANSMISSIBLES

(MNT): Tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de

l'enquête STEP-wises ont été développés pour estimer la prévalence des MNT et leur facteurs de risque. Achat de matériel chirurgical et de médicaments.

PROMOUVOIR LA SANTÉ PAR LE COURS DE LA VIE:

Appui au Ministère de la santé à renforcer les soins de santé maternels, néonataux et des enfants de moins de cinq ans par la mise à jour du guide nationale de la PCIME; la formation de 52 membres du personnel de santé sur la nouvelle directive; achat de médicaments, équipement pour la maternité de Dar El Hanan (1 machine de gazométrie, 1 colonne laparoscopique avec accessoires et pièces détachées, 20 lits d'hôpital, 2 tables de réanimation néonatale, 3 autoclaves de laboratoire, 4 tables de Mayo, 6 paires de spatules de Thierry, 4 imprimantes d'échographie, 8 tabourets médicaux). La surveillance des décès maternels dans les établissements et dans la communauté a été menée.

SYSTÈMES DE SANTÉ: Cinq cliniques mobiles ont été fournies au Ministère de la Santé afin d'accroître l'accès aux soins de santé primaires pour les personnes vivant dans des zones reculées. La liste nationale des médicaments essentiels a été mise à jour pour

améliorer l'accès aux médicaments essentiels avec le soutien de l'OMS. Les comptes nationaux de la santé pour 2011-2014 ont été élaborés pour mettre à disposition des données actualisées sur le financement de la santé. L'OMS a fourni un appui technique et financier à l'évaluation finale du Plan stratégique national de santé 2013-2017 et à l'élaboration du nouveau Plan stratégique national de santé 2018-2022 aligné sur les objectifs de développement durable (ODD) avec l'analyse de la situation sanitaire nationale réalisée avec tous les acteurs du secteur de la santé.

PROGRAMME D'URGENCE DE SANTÉ:

le Directeur général de l'OMS a rencontré SE le Président de Djibouti au cours de la mission conjointe avec l'UNICEF et le PAM en juillet 2017 et a plaidé pour le renforcement de la surveillance des maladies à tendance épidémique. L'OMS a fourni des kits lors de l'épidémie de diarrhée aqueuse aiguë pour plus de 1500 cas. Le plan national de surveillance de la grippe a été élaboré et comprend des équipements pour le travail efficace du laboratoire de l'Institut national de santé publique (INSPD), qui seront achetés par l'OMS.





NOS PARTENAIRES: Ministère de la Santé, Ministère des Finances, Ministère du budget, CNSS, Ministère des affaires sociales, UNHCR, UNDP, UNFPA, UNAIDS, UNICEF, GAVI, IOM

PRIORITES 2018

MALADIES TRANSMISSIBLES:

obtenir le Ministère de la Santé pour le renforcement des capacités du personnel sur la gestion du VIH et de la tuberculose, pour la revue du programme et l'élaboration du nouveau plan stratégique de lutte contre le paludisme.

MALADIES NON TRANSMISSIBLES:

soutenir l'intégration d'un paquet essentiel de prise en charge des maladies non transmissibles dans les services de soins de santé primaires et renforcer la prévention du cancer chez

la femme (sein et utérus).

PROMOUVOIR LA SANTÉ PAR LE COURS DE VIE:

Soutenir le Ministère de la santé en priorité pour renforcer les capacités du personnel de santé en matière de santé maternelle et infantile, et pour garantir la disponibilité des médicaments essentiels.

SYSTÈME DE SANTÉ: L'OMS supporta le Ministère de la Santé à : finaliser l'élaboration du Plan Stratégique National de Santé 2018-2022 aligné sur les Objectifs de Développement Durable (ODD), Renforcer la mise en œuvre de la

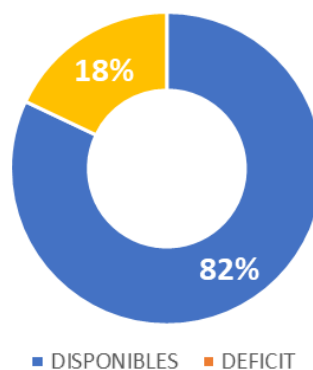
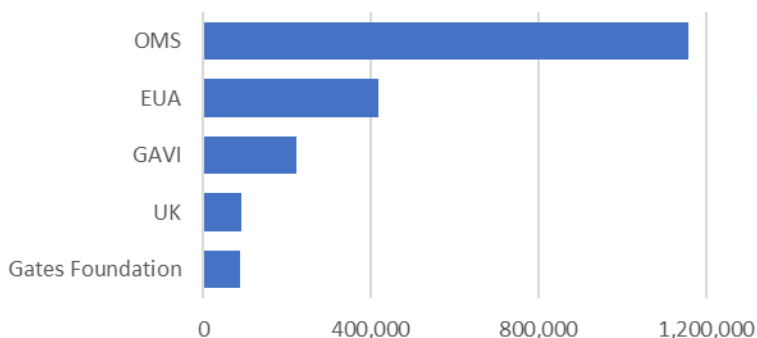
Couverture Sanitaire Universelle, Mettre à jour le paquet de services de santé essentiels par niveau de prestation de services, développer les comptes nationaux de la santé pour 2015-2017.

PROGRAMME D'URGENCE SANITAIRE:

L'OMS soutiendra le renforcement de la surveillance et de la gestion des maladies à potentiel épidémique, la mise en place d'un système électronique d'alerte précoce dans le cadre la surveillance des maladies à potentiel épidémique, la formation du personnel de santé sur la surveillance et la riposte aux épidémies.

\$6.5 million nécessaires en 2017 - 70% financés

OMS Donateurs - 2017



Pour informations additionnelles contacter:

Dr. Abdoulaye Konate

konateab@who.int





Le soutien du UNCT Djibouti aux opérations humanitaires dans la région

Six organisations des Nations Unies, basées à Djibouti, apportent un soutien aux opérations humanitaires dans la région, notamment au Yémen, en Éthiopie, au Soudan du Sud et en Somalie. L'ONU continue également de faciliter plusieurs missions d'Envoyés Spéciaux et de représentants spéciaux du Secrétaire Général des Nations Unies et d'autres organismes des Nations Unies en visite dans le pays.



65 000 tonnes de capacité de stockage au centre logistique humanitaire régional

Le PAM, l'UNICEF, l'OMS, l'OIM, l'UNFPA et l'UNVIM soutiennent les opérations au Yémen depuis Djibouti



Cluster Logistique Yémen basé à Djibouti



9 184 Passagers transportés par avion

325 vols opérés (51 ONG, 15 agences des Nations Unies desservies)



3 147 m³ de cargaison humanitaire, dont 1 445 kg de fournitures médicales



55 MEDEVAC organisés



1 391 passagers transportés entre Djibouti et Aden-Djibouti

6 586 m³ de cargo humanitaire transporté par bateau de Aden à Hodeidah

RÉALISATIONS CLÉS EN 2017 & PRIORITÉS POUR 2018

COORDINATION ET GESTION DE L'INFORMATION:

En 2017, l'UNCT Djibouti a assuré la coordination de la communauté humanitaire à travers des réunions régulières et le partage de produits de gestion de l'information pour assurer la collaboration entre tous les acteurs, identifier les domaines d'intervention prioritaires et répondre aux besoins logistiques des organisations.

PAM-SERVICES COMMUNS LOGISTIQUES:

L'équipe de pays des Nations Unies a facilité le transport et le stockage de marchandises pour les organisations humanitaires par le biais de services contractés au PAM.

En 2017, les réalisations suivantes ont été réalisées au nom de 28 utilisateurs de services. Transport de passagers par mer: L'équipe de pays des Nations Unies a coordonné et facilité un mouvement hebdomadaire de passagers entre Djibouti et Aden à bord du navire affrété par le PAM, le VOS Apollo, qui est également utilisé à des fins de secours et d'évacuation.

Transport de passagers aériens : Les vols commerciaux au Yémen sont restés suspendus au cours de l'année. Le PAM a joué son rôle pour acheminer des fournitures médicales et d'autres articles de secours dans

le pays après l'épidémie de choléra.

OIM - EVACUATION DE MIGRANTS:

L'OIM Djibouti organise un back office pour les opérations au Yémen depuis décembre 2017; Djibouti a aidé 746 migrants évacués d'Hodeidah, au Yémen en 2017.

OMS - UNFPA/SANTÉ:

L'opération OMS / Yémen à Djibouti sert de plate-forme logistique pour le Yémen et est co-implantée avec l'OMS / Djibouti. En supervisant le déploiement du personnel médical et logistique au Yémen, le Hub de Djibouti coordonne également les achats internationaux de médicaments et de produits médicaux critiques, assure un bon état de stockage à Djibouti et une expédition rapide au Yémen par voie maritime et aérienne.

L'opération a envoyé de Djibouti plus de 1 000 tonnes de produits médicaux et de matériel médical à Sanaa. Ces articles de sauvetage comprenaient des kits de choléra et nutritionnels répondant aux besoins de plus de 5 000 enfants, des kits de traumatologie pour les victimes, des réactifs de laboratoire et des tests de diagnostic du choléra, ainsi que des fluides intraveineux. L'UNFPA a également apporté son soutien

logistique à son bureau au Yémen et facilité le transport de 23 palettes de médicaments essentiels contre l'hémophilie et de trois machines de réanimation.

UNICEF à Djibouti héberge le centre logistique du bureau de l'UNICEF pour le Yémen, qui doit gérer les envois au Yémen (dédouanement au port et à l'aéroport, entreposage des marchandises en transit). La plupart des approvisionnements sont réexportés par les entreprises locales qui peuvent transporter jusqu'à 45 conteneurs (700 MT / 1 800 m³) par mois. Le Logistics Hub gère également des cargaisons régulières de fret aérien, y compris le transit mensuel des vols charters à destination de Sanaa et Aden. En 2017, le hub logistique du Yémen a réussi à livrer à différents sites environ 10 291 MT et 44 837 m³ de fournitures. En outre, dans le cadre de la planification des mesures d'urgence et de la réactivité liée à l'extension du conflit, le centre a décidé d'augmenter sa capacité de stockage de 400 m² à 700 m² afin de garantir un stockage correct et durable des marchandises en transit à Djibouti.

